

MiiMOSA

Conditions Générales d'Utilisation

TABLE DES MATIÈRES

1 – DÉFINITIONS	2
2 – OBJET	6
3 – DÉCLARATIONS ET GARANTIES	6
4 – INSCRIPTION SUR LE SITE ET ACCÈS PROGRESSIF	7
5 – UTILISATION DU SITE	8
6 – PRÉSENTATION DES SERVICES PROPOSÉS PAR LA SOCIÉTÉ	10
7 – RÉMUNÉRATION DE MiiMOSA	12
8 – PAIEMENTS EFFECTUÉS VIA LE SITE	13
9 – DONNÉES PERSONNELLES	13
10 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	17
11 – FISCALITÉ	17
12 – AVERTISSEMENT SUR LES RISQUES	19
13 – LIMITATION DE RESPONSABILITÉ DE LA SOCIÉTÉ	19
14 – RÉCLAMATIONS ET LITIGES	21
16 – STIPULATIONS DIVERSES	22
17 – MENTIONS LÉGALES	24

1 – DÉFINITIONS

Pour les besoins des présentes conditions générales d'utilisation, les expressions comportant une majuscule auront le sens qui leur est donné ci-après, à moins que le contexte n'exige qu'il en aille autrement :

« **CGU** » : désigne les conditions générales d'utilisation du Site, applicables à tous les Utilisateurs et à tous les Porteurs de Projet et acceptées par eux, régissant les termes et conditions applicables à l'accès aux services de conseil en investissements participatifs et d'intermédiation en financement participatif proposés sur le Site. La participation à une Collecte implique l'acceptation expresse et sans réserve des CGU, tant par le Porteur de Projet que par les Utilisateurs.

« **Collecte** » : désigne l'opération par laquelle la Société propose aux Utilisateurs de participer à une Offre en obligations ou en minibons ou de consentir un Crédit ou un Don par l'intermédiaire du Site, conformément aux dispositions de l'article L547-1 du Code monétaire et financier relatives au conseil en investissements participatifs et de l'article L548-1 relatives à l'intermédiation en financement participatif, respectivement.

« **Collecte Réussie** » : désigne une Collecte ayant atteint le Seuil de Réussite.

« **Contrat de Prestation** » : désigne, pour l'activité de conseil en investissements participatifs, et l'activité d'intermédiation en financements participatifs, en cas de Crédit, l'ensemble constitué des conditions générales et des conditions particulières d'accompagnement, précisant les caractéristiques de la Collecte envisagée, et les conditions de rémunération de la Société.

« **Contrepartie** » : désigne, le ou les contrepartie(s) en nature éventuellement proposée(s) par le Porteur de Projet aux Soutiens ou Prêteurs, en échange de leur Contribution au Projet. La ou les Contrepartie(s) en nature liées à un Projet seront définies au cas par cas sur le Site, à l'entière discrétion du Porteur de Projet.

« **Contribution** » : désigne toute somme en numéraire collectée par le Porteur de Projet par l'intermédiaire du Site auprès des Investisseurs, et ayant pour objet le financement d'un ou plusieurs Projets.

« **Contribution Débitée** » : désigne toute Contribution dont le montant a effectivement été débité du compte de l'Investisseur, et crédité dans les livres du Partenaire Bancaire.

« **Crédit** » : désigne le prêt rémunéré, consenti à l'Emprunteur par des personnes physiques, dans le cadre des dispositions de l'article L. 511-6 7° du Code monétaire et financier.

« **Coût du Crédit** » : désigne le coût total du Crédit, en cela compris le coût des intérêts, des Frais de Service, et des Frais de Gestion.

« **Date de clôture de la Collecte** » : désigne la date limite pour que les Utilisateurs puissent participer à la Collecte par l'intermédiaire du Site.

« **Date d'ouverture de la Collecte** » : désigne la date à compter de laquelle les Utilisateurs pourront participer à la Collecte par l'intermédiaire du Site.

« **Don** » : désigne le financement sous forme de Contribution sans contrepartie financière, consenti à un Porteur de Projet dans le cadre d'une Collecte. Le cadre juridique du Don peut-être repris dans un contrat type [téléchargeable](#).

« **Droits de Propriété Intellectuelle** » : désigne l'ensemble des droits de propriété intellectuelle tels que prévus par le Code de propriété intellectuelle et les conventions

internationales et, notamment, les droits d'auteur, les droits voisins des artistes interprètes et des producteurs phonographiques et vidéographiques, le droit des marques, les brevets, appellations commerciales (y compris les noms de domaine Internet et les noms d'adresse e-mail), les copyrights, droits moraux, droits sur tous modèles, droits sur toutes bases de données, savoir-faire, enregistrés ou non ou pouvant être enregistrés ou non et subsistant dans toute partie du monde.

« **Durée de la Collecte** » : désigne la période pendant laquelle les Utilisateurs peuvent apporter une Contribution à un Projet par l'intermédiaire du Site.

« **Echéances** » : désigne les échéances dues soit aux Soutiens par le Porteur de projet en rémunération des Titres soit aux Prêteurs par l'Emprunteur au titre du Contrat de Crédit (tant au titre du paiement des intérêts que du remboursement du nominal).

« **Emission** » : désigne l'opération par laquelle le Porteur de projet émet les obligations ou les minibons.

« **Emprunteur** » : désigne un Porteur de Projet ayant signé un Contrat de Crédit, dans le cadre de l'activité d'intermédiation en financement participatif.

« **Entreprise** » : désigne toute personne morale de droit public ou privé autre qu'une Association.

« **Force Majeure** » : désigne toutes inondations, incendies, éléments naturels ou autres catastrophes naturelles, toutes déclarations ou progressions d'hostilités, guerres, émeutes ou troubles publics, actes ou omissions du gouvernement ou d'autorités compétentes, pannes, blocages, défaillances ou variations des installations ou des réseaux de télécommunications, ou toutes autres causes similaires ou non aux causes mentionnées ci-dessus échappant au contrôle raisonnable d'une partie à un contrat et entraînant tout manquement ou retard dans le cadre de l'exécution de ses obligations au titre d'un contrat.

« **Frais de Dossier** » : désigne les frais de dossiers facturés au Porteur de Projet par MiiMOSA lorsque le Porteur de Projet accepte l'Offre de Financement Participatif.

« **Frais de Service** » : désigne les frais de service prélevés par MiiMOSA auprès du Porteur de Projet représentant un pourcentage hors taxe du montant effectivement collecté dans le cadre de la Collecte, sous réserve que ce dernier dépasse le Seuil de Réussite.

« **Frais de Gestion** » : désigne les frais facturés au Porteur de Projet par MiiMOSA lors du paiement de chaque Échéance représentant un pourcentage hors taxe du capital ou du nominal restant dû lors de chaque Échéance, sur la base d'un taux annuel fixe.

« **Intérêts** » : désigne les intérêts versés par le Porteur de projet soit aux Soutiens en rémunération des obligations ou des minibons souscrits par ces derniers, soit aux Prêteurs en rémunération du Crédit consenti par ces derniers.

« **Investisseurs** » : désigne toutes personnes physiques ou morales ayant apporté une Contribution à une Collecte afin de participer au financement d'un Projet.

« **Jour Ouvré** » : désigne le lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, à l'exception des jours fériés en France.

« **Minibon** » : désigne l'instrument financier spécialement conçu pour les plateformes de financement participatif qui est classé dans la catégorie des bons de caisse. Il s'agit d'un

titre nominatif et non négociable comportant engagement de payer à échéance déterminée dans le cadre des dispositions des Articles L223-1 et L.223-4 du Code Monétaire et Financier

« **Monnaie Electronique** » : désigne la valeur monétaire stockée sous une forme électronique.

« **Montant Total du Financement** » : désigne l'objectif (en euros) de la Collecte tel qu'affiché sur le Site. S'il apparaît, au cours de la Période de collecte des Contributions, que le Montant Total du Financement est atteint alors que la Période de collecte des Contributions n'est pas expirée, le Porteur de Projet et MiiMOSA pourront, par accord commun, décider d'augmenter le Montant Total du Financement.

« **Offre de Financement Participatif** » : désigne l'offre aux termes de laquelle la Société indique au Porteur de Projet qu'elle accepte de présenter le Projet sur le Site.

« **Obligations simples** » : désigne des titres financiers négociables qui dans une même émission confèrent les mêmes droits de créance pour une même valeur nominale dans le cadre des dispositions de l'Article L213-5 du Code Monétaire et Financier

« **Partenaire Bancaire** » : désigne Leetchi Corp. S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, au capital de 500 000 euros, dont le siège social est situé 59 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés luxembourgeois sous le numéro B173459, habilitée à exercer son activité en France en libre établissement, en qualité d'établissement de monnaie électronique agréé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, 110 route d'Arlon L-1150 Luxembourg, www.cssf.lu, sous l'enseigne MangoPay.

« **Particulier** » : désigne toute personne physique jouissant à la date de son inscription sur le Site de la pleine capacité juridique au regard de la loi qui lui est applicable.

« **Partie** » : désigne, selon le cas, la Société, le Porteur de Projet, et/ou tout Utilisateur ou entité juridique de droit public ou privé ayant accepté l'application des présentes CGU, et « **Parties** » désigne l'ensemble d'entre elles.

« **Porteur de Projet** » : désigne toute personne morale ou physique, ou entité de droit public ou privé, proposant un Projet sur le Site.

« **Présentation Détaillée** » : désigne la page consacrée à la présentation du Projet à laquelle l'Utilisateur peut accéder, après création de son Profil.

« **Présentation Générale** » : désigne la page consacrée à la présentation du Projet à laquelle tout Visiteur peut accéder.

« **Prêteur** » : désigne tout Utilisateur finançant un Projet, et concluant à cet effet le Contrat de Crédit, dans le cadre de l'activité d'intermédiation en financement participatif.

« **Profil** » : désigne (i) en ce qui concerne un Utilisateur, le compte (en ce incluant le nom d'utilisateur, l'adresse e-mail et le mot de passe choisis par l'Utilisateur) et l'espace personnel qui est réservé à chaque Utilisateur inscrit sur le Site contenant les informations sur cet Utilisateur, ainsi que les caractéristiques des Projets proposés aux Utilisateurs, en vue de leur participation au développement desdits Projets, (ii) en ce qui concerne un Porteur de Projet, en sus du Profil Utilisateur, le compte (en ce incluant le nom d'utilisateur, l'adresse e-mail et le mot de passe choisis par le Porteur de Projet) et l'espace mis à sa disposition sur le Site pour présenter ses Projets.

« **Projet** » : désigne tout Projet qui est publié sur le Site. Il peut s'agir soit d'une Offre d'obligations ou de minibons soit d'un Crédit ou d'un Don.

« **Projet Financé** » : désigne tout Projet ayant été financé, c'est à dire pour lequel le montant total collecté est compris entre le Seuil de Réussite et le Montant Total du Financement au terme de la Période de collecte.

« **Services** » désigne les services proposés par la Société, ayant pour objet de permettre (i) l'intermédiation entre les Porteurs de Projets et les Utilisateurs via le Site aux fins de faciliter leur interaction et de promouvoir les Projets présentés sur le Site, et (ii) la collecte des Contributions par l'intermédiation du Site aux fins de permettre aux Utilisateurs d'apporter leur soutien aux Porteurs de Projets et de financer la réalisation des Projets présentés sur le Site.

« **Seuil de Réussite** » : désigne le pourcentage minimum que doit atteindre la Collecte pour que les fonds collectés soient débloqués au profit du Porteur de projet. Si la Collecte revêt la forme d'un Don, le Seuil de Réussite est de 60% du Montant Total du Financement. Si la Collecte revêt la forme d'un Crédit, le Seuil de Réussite est déterminé par le Comité de Crédit, et figure dans le Contrat de Prestation IFP. En cas d'Offre d'obligations ou de minibons, le Seuil de Réussite est déterminé dans le Contrat de prestations. En cas de collecte simultanée CIP et IFP, le Seuil de Réussite est calculé en prenant en compte le total des sommes collectées.

« **Site** » : désigne l'adresse l'adresse www.MiiMOSA.com ou toute URL qui pourrait lui être substituée par la Société, c'est-à-dire le site comprenant une plateforme de financement participatif permettant la fourniture des service de conseil en investissements participatifs et d'intermédiation en financement, propriété exclusive de la Société, dont l'objet est notamment de permettre aux Porteurs de Projets de promouvoir leurs Projets et aux Utilisateurs d'apporter leur soutien par les Contributions collectées sur le Site pour la réalisation d'un Projet.

« **Société** » : désigne la société Groupe MiiMOSA, société par actions simplifiée au capital de 18.104 euros, immatriculée au RCS de Bobigny sous le numéro 803 980 218 et dont le siège social se situe 95, avenue du Président Wilson, CS 5003, 93108 Montreuil Cedex.

« **Soutien** » : désigne, tout Utilisateur ayant libéré une Contribution à un Projet pour la souscription d'obligation ou de minibons dans le cadre de l'activité de conseil en investissements participatifs, ou pour la Contribution par un Don, dans le cadre de l'activité d'intermédiation en financement participatif.

« **Taux d'Intérêt** » : désigne le taux nominal et fixe, rémunérant les Titres dans le cadre de l'activité de conseil en investissements participatifs, ou le Crédit dans le cadre de l'activité d'intermédiation en financement participatif.

« **Utilisateur** » : désigne un Visiteur qui, après avoir créé un Profil Utilisateur et accepté les CGU, peut soutenir un ou plusieurs Projets proposés sur le Site via des Contributions.

« **Visiteur** » : désigne toute personne qui se rend sur le Site pour consulter le contenu et les informations publiés sur le Site sans y être inscrite ou préalablement à son inscription sur le Site en tant qu'Utilisateur.

2 – OBJET

2.1 - Les présentes CGU définissent les termes et conditions applicables à l'accès au Site et aux Services proposés sur le Site, tant par les Visiteurs et Utilisateurs que par les Porteurs de Projet et, dans ce cadre, décrivent le rôle et les obligations de chacun.

2.2 - Le Site est la propriété exclusive de Groupe MiiMOSA, société par actions simplifiée au capital de 18.104 euros, immatriculée au RCS de Bobigny sous le numéro 803 980 218 et dont le siège social se situe 95, avenue du Président Wilson, CS 5003, 93108 Montreuil Cedex.

2.3 - En acceptant les CGU, l'Utilisateur ou le Porteur de Projet reconnaît expressément en avoir pris connaissance et les accepte intégralement et sans réserve. Si l'Utilisateur ou le Porteur de Projet n'est pas d'accord avec les termes et les conditions présentées ou qu'il ne souhaite pas les respecter, il ne pourra pas bénéficier des Services proposés par la Société.

2.4 - L'Utilisateur ou le Porteur de Projet est informé que la Société pourra amender à tout moment les présentes CGU. Chaque version des CGU entrera en vigueur à sa date de mise en ligne sur le Site et le restera jusqu'au prochain amendement ou mise à jour de ces dernières. Tout Utilisateur ou Porteur de Projet reconnaît expressément que l'utilisation du Site postérieurement à toute modification des CGU vaut acceptation de celles-ci.

3 – DÉCLARATIONS ET GARANTIES

3.1 – De façon générale, le Visiteur, l'Utilisateur ou Porteur de Projet déclare et garantit que son utilisation du Site n'enfreint aucune loi ou règlement en vigueur.

3.2 – Capacité. En cas d'accès ou d'utilisation du Site en tant que personne morale ou entité juridique de droit public ou privé, le Visiteur, l'Utilisateur ou le Porteur de Projet déclare et garantit à la Société qu'il dispose de la capacité à consentir à tout acte juridique, y compris à tout acte de disposition, au nom de cette personne morale ou entité juridique de droit public ou privé, et qu'il détient l'intégralité des droits, des autorisations et des pouvoirs nécessaires pour (notamment) :

- accepter les CGU au nom de la personne morale, ou de l'entité juridique de droit public ou privé pour laquelle il utilise ou accède au Site ;
- accepter le cas échéant tout Contrat de Prestation, Conditions Générales d'Investissement, et tout Contrat de Crédit et/ou Contrat d'Emission;
- créer un compte selon les modalités exposées ci-après.

En cas d'accès ou d'utilisation du Site par un Visiteur, un Utilisateur ou un Porteur de Projet en tant que Particulier, celui-ci déclare et garantit à la Société qu'il est majeur et qu'il jouit de sa pleine capacité juridique au regard de la loi qui lui est applicable.

3.3 – Exactitude des informations transmises.

En tant que contributeur au Site, il est de la responsabilité du Visiteur, de l'Utilisateur ou du Porteur de Projet de s'assurer que toutes les informations transmises à la Société dans le cadre de l'utilisation du Site et du recours au service d'intermédiation ne présentent aucun caractère trompeur, sont exactes, complètes et actualisées.

L'exactitude des informations fournies à la Société est maintenue par le Visiteur, l'Utilisateur ou le Porteur de Projet qui modifiera si nécessaire les informations transmises à la Société dans les plus brefs délais.

L'Utilisateur ou le Porteur de Projet déclare et garantit que les informations fournies, peuvent valablement être transmises à la Société et le cas échéant figurer sur le Site.

Il garantit la Société contre tout recours de toute personne (en ce incluant des Utilisateurs, des Visiteurs, et plus généralement, des tiers) concernant la reproduction, la publication, l'hébergement et la diffusion de ces contenus et informations.

4 – INSCRIPTION SUR LE SITE ET ACCÈS PROGRESSIF

4.1 - Le Visiteur peut s'inscrire sur le Site et ainsi devenir Utilisateur et/ou Porteur de Projet en remplissant l'ensemble des champs obligatoires figurant dans le formulaire d'inscription disponible sur le Site. Sont éligibles pour devenir Utilisateurs de la communauté du Site les personnes physiques ou morales, ou toute autre entité juridique de droit public ou privé. L'éligibilité au Site ne signifie pas que l'Utilisateur aura la possibilité de participer à une Collecte, chaque Collecte étant réservée aux Utilisateurs et Porteurs de Projet étant en capacité d'y contribuer, en application des dispositions du Code monétaire et financier.

4.2. L'accès aux Services est subordonné à l'acceptation préalable des CGU. Le Visiteur personne physique qui souhaite créer un profil d'Utilisateur doit être majeur et jouir d'une pleine capacité juridique au regard de la loi qui lui est applicable. Le Visiteur personne morale qui souhaite créer un profil d'Utilisateur doit disposer des habilitations et pouvoirs nécessaires. La possibilité de contribuer à une Offre d'obligations ou de minibons est subordonnée à l'acceptation préalable des conditions générales d'investissement.

4.3 - L'Utilisateur ou Porteur de Projet demeure à tout moment libre de modifier ou de supprimer ses données personnelles communiquées lors de son inscription au Site, sous réserve de la conservation des données personnelles nécessaires au suivi des Collectes lorsque ce dernier y a participé, comme Utilisateur ou Porteur de Projet.

4.4 - Les Utilisateurs ou Porteurs de Projet donnent leur consentement au stockage des informations saisies par l'Utilisateur ou le Porteur de Projet lors de la création ou de la modification de son Profil. Les Utilisateurs ou Porteurs de projet donnent leur consentement à la réception des informations demandées en vue de la conclusion et de l'exécution des Services à l'adresse de courrier électronique renseignée lors de leur inscription.

4.5 - Après la création de son Profil d'Utilisateur sur le Site, l'Utilisateur pourra libérer des Contributions (dans le cadre soit d'une Offre en obligations ou en minibons dans le cadre de l'activité de conseil en investissements participatifs soit d'un Don un d'un Crédit, dans le

cadre de l'activité d'intermédiation en financement participatif), aux fins de soutenir un ou plusieurs Projets proposés par les Porteurs de Projets sur le Site. Le Porteur de Projet pourra quant à lui demander la réalisation d'une Collecte, sous réserve de l'accord de la Société et dans le cadre des dispositions du Contrat de Prestation.

4.6 - Lorsque les conditions nécessaires à l'inscription sont remplies, l'Utilisateur ou le Porteur de Projet) dispose d'un identifiant (« email ») et d'un mot de passe qui sont strictement personnels et confidentiels et qui ne devront pas être communiqués, ni partagés avec des tiers. Ces informations permettront la connexion au Profil personnel de chaque Utilisateur ou Porteur de Projet.

4.7- Les informations que la Société est légalement tenue de fournir à l'Utilisateur ou au Porteur de projet, sont accessibles sur son Profil.

4.8 - Dans le cas de diffusion ou d'utilisation de ces éléments de façon contraire à leur destination, la Société sera libre de résilier l'accès au Profil. L'Utilisateur ou le Porteur de Projet reste seul responsable de l'utilisation de ces éléments d'identification par des tiers ou des actions ou déclarations faites par l'intermédiaire de son Profil en tant qu'Utilisateur ou Porteur de Projet, qu'elles soient frauduleuses ou non. L'Utilisateur ou le Porteur de Projet garantit la Société contre toutes demandes à ce titre.

4.9 - Après l'inscription d'un Utilisateur ou Porteur de Projet sur le Site, le Profil est valable pour une durée indéterminée. La Société se réserve la possibilité d'y mettre fin à tout moment, notamment en cas de non-respect par Utilisateur ou Porteur de Projet des obligations inhérentes à sa responsabilité ci-avant, sans préavis, temporairement ou définitivement, au moyen de la désactivation du compte de l'Utilisateur ou Porteur de Projet et ce, sans préjudice des autres droits de la Société.

4.10 - L'Utilisateur ou le Porteur de Projet est entièrement responsable du maintien de la confidentialité de son identifiant (« email ») et de son mot de passe. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de l'accès d'une autre personne à son Profil, l'Utilisateur en informera le responsable du Site par courriel à l'adresse bonjour@miimosa.com et confirmera par courrier recommandé cette information à l'adresse suivante : 95 avenue du Président Wilson, CS 5003, 93108 Montreuil Cedex.

4.11 - L'Utilisateur ou le Porteur de Projet s'engage à n'utiliser l'identifiant et le mot de passe d'un autre Utilisateur ou Porteur de Projet à aucun moment.

4.12 - L'utilisation du Site en tant que Visiteur ou simple Utilisateur est gratuite. L'utilisation du Site en tant que Porteur de Projet donne lieu à rémunération de la Société, dans les conditions prévues par le Contrat de Prestation.

5 – UTILISATION DU SITE

5.1 - La Société accorde aux Utilisateurs ou aux Porteurs de Projet, qui l'acceptent, le droit non exclusif et non cessible, pour la durée de validité des CGU, d'installer l'accès au Site et d'utiliser le Site aux seules fins d'accès aux Services au titre des CGU.

5.2 - Création d'un profil Utilisateur

L'accès aux Services est subordonné à l'acceptation préalable des CGU.

Dans le cadre d'une Projet donnant lieu à un Contrat de Crédit ou un Don, le Visiteur qui souhaite créer un Profil en tant que Porteur de projet doit être (i) soit une personne physique agissant à des fins professionnelles, (ii) soit une personne morale agissant à des fins

professionnelles, (iii) soit une personne physique souhaitant financer une formation initiale ou continue.

Dans le cadre d'un Projet donnant lieu à une Offre d'obligations ou de minibons, le Visiteur qui souhaite créer un Profil en tant que Porteur de projet doit être une entité habilitée à émettre des titres financiers au sens de l'article L411-2 I bis du code monétaire et financier, et notamment les sociétés par actions (société anonymes, sociétés par actions simplifiées et sociétés en commandite par actions).

5.3 - Les Utilisateurs ou Porteurs de Projet reconnaissent que toute information relative au Site, en dehors des contenus du Site, constitue la propriété exclusive de la Société qui est seule titulaire des droits relatifs au Site et en assure la mise à jour et la maintenance.

5.4 - Le droit de reproduction aux termes du Code de propriété intellectuelle ne s'entend qu'aux fins de représentation sur écran monoposte et est strictement réservé à un usage privé. Toute reproduction, distribution ou publication de contenus à usage commercial ou collectif sans autorisation écrite préalable émanant de la Société est interdite.

5.5 - Certaines pages du Site peuvent contenir des liens vers d'autres sites. L'Utilisateur ou le Porteur de Projet accepte en suivant ces liens de sortir du Site. La Société ne pourra être tenue pour responsable des contenus desdits sites pour le cas où les tiers gérant et éditant ces contenus ne respecteraient pas les réglementations françaises, européennes ou internationales.

5.6 - Le mécanisme des liens est autorisé lorsque les pages relatives au Site apparaissent dans une fenêtre entière et isolée, sous leurs adresses respectives.

5.7 – Interdiction à la commercialisation

Tout Utilisateur ou tout Porteur de Projet s'interdit d'utiliser le Site à des fins commerciales et d'une manière générale de proposer des produits et des services en contrepartie d'une rémunération directe ou indirecte, en dehors du cadre des Intérêts versés en cas d'Offre d'obligations ou de minibons ou de Crédit; il s'interdit de revendre ou de mettre à disposition d'un tiers et/ou des autres Utilisateurs ou Porteurs de Projet, à titre onéreux et / ou gratuit, l'accès au Site et aux Services ; il s'interdit de publier tout message publicitaire, de promotion, ou de parrainage rémunérant un Utilisateur ou un Porteur de Projet sous quelque forme que ce soit.

5.8 - La Société n'acquiert aucun droit de propriété sur le contenu présenté par les Utilisateurs et / ou Porteurs de Projets. Dès lors qu'un Utilisateur ou Porteur de Projet rend accessible un contenu à d'autres Utilisateurs (individuellement ou par groupe), cet Utilisateur ou ce Porteur de Projet déclare accepter que ceux-ci disposent, à titre gratuit et à des fins exclusivement personnelles, de la faculté de visualiser et partager le contenu de l'Utilisateur ou du Porteur de Projet sur le Site ou à partir du Site, sur d'autres supports de communications électroniques (notamment, les téléphones mobiles) et ce, pendant toute la durée de l'hébergement du contenu de l'Utilisateur ou du Porteur de Projet sur le Site. Si un Utilisateur souhaite donner une autre exploitation, notamment commerciale, au contenu d'un autre Utilisateur ou Porteur de Projet, il appartient au premier d'obtenir préalablement de l'Utilisateur ou du Porteur de Projet dont il souhaite exploiter le contenu les autorisations nécessaires. En outre, pendant la durée de l'hébergement du contenu du Porteur de Projet sur le Site et dans le strict cadre des fonctionnalités permettant de rendre accessible le Site via Internet ou d'autres supports de communications électroniques, l'Utilisateur ou le Porteur de Projet autorise la Société à reproduire / représenter son contenu et, en tant que de besoin, en adapter le format à cet effet. L'Utilisateur ou Porteur de Projet est par ailleurs informé que, compte tenu des caractéristiques intrinsèques d'Internet, les données transmises,

notamment le Contenu présenté par l'Utilisateur ou Porteur de Projet, ne sont pas protégées contre les risques de détournement et / ou de piratage, ce dont la Société ne saurait être tenue responsable. Il appartient à l'Utilisateur ou Porteur de Projet, le cas échéant, de prendre toutes les mesures appropriées de façon à protéger ces données.

5.9 - Le Site est accessible, autant que faire se peut, vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept. L'interruption de l'accessibilité au Site ne saurait être considérée comme un manquement à une obligation essentielle, la Société étant tenue à une obligation de moyens. Il est rappelé par ailleurs que la Société peut mettre fin ou modifier les caractéristiques du Site à tout moment, et cela sans préavis.

5.10 - Le Visiteur, ou Utilisateur ou Porteur de Projet déclare et garantit qu'il connaît parfaitement les caractéristiques et les contraintes d'Internet en acceptant les présentes CGU.

5.11 - Les équipements (ordinateurs, logiciels, moyens de communication électronique, etc.) permettant l'accès aux Services fournis par la Société sont à la charge exclusive du Visiteur et/ou Utilisateur, de même que les frais de communication électronique induits par leur utilisation.

5.12 - Les CGU s'appliquent (i) pour le Visiteur, de sa connexion sur le Site à la fin de sa navigation, (ii) pour l'Utilisateur, de la création de son Profil jusqu'à la clôture de celui-ci, et (iii) pour le Porteur de Projet : de la création de son Profil jusqu'à la clôture de celui-ci.

5.13 - Chaque Visiteur, Utilisateur ou Porteur de Projet a, de manière générale, pour obligations de (i) respecter les lois et règlements en vigueur, (ii) se comporter de façon loyale à l'égard de la Société et des autres Visiteurs, Utilisateurs et Porteurs de Projets, (iii) respecter les Droits de Propriété Intellectuelle afférents aux contenus fournis par la Société et les Utilisateurs et Porteurs de Projets sur le Site, et (v) ne prendre aucun engagement pour un tiers.

5.14 - En cas de violation des CGU, la Société se réserve le droit de suspendre l'accès au Site et l'utilisation des Services aux Utilisateurs et Visiteurs concernés unilatéralement et sans notification préalable.

5.15 - À compter de la date effective de résiliation de l'inscription sur le Site ou de l'accès aux Services, l'Utilisateur ou le Porteur de Projet concerné n'aura plus accès à son Profil sur le Site. Aucune information publiée sur le Site par l'Utilisateur ou le Porteur de Projet concerné ne sera délivrée sous quelque forme que ce soit par la Société et il appartient, par conséquent, à l'Utilisateur ou au Porteur de Projet de prendre toutes mesures qu'il juge nécessaires afin de sauvegarder ces informations, sous réserve des obligations de conservation par la Société (i) du contrat pendant une durée de dix ans (article L.213-1 du Code de la consommation) et (ii) des prestations fournies pendant une durée de cinq ans (article 325-57 du Règlement général de l'AMF). L'arrêt de publication des contenus d'un Porteur de Projet ou d'un Utilisateur devra être expressément demandé par le Porteur de Projet ou l'Utilisateur à la Société.

6 – PRÉSENTATION DES SERVICES PROPOSÉS PAR LA SOCIÉTÉ

6.1 - Les Services offerts par la Société via le Site sont réglementés notamment par les articles L. 547-1 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au conseil en investissements participatifs et les articles L. 548-1 et suivants du Code monétaire et financier relatifs à l'intermédiation en financement participatif.

La Société est enregistrée auprès de l'ORIAS sous le numéro 17003251, en qualité d'intermédiaire en financement participatif, et de conseiller en investissements participatifs.

6.2- Le Site permet :

- la promotion de Projets dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de l'agroalimentaire et des énergies renouvelables agricoles, présentés par les Porteurs de Projet ;
- dans le cadre de l'activité de conseils en investissements participatifs, la fourniture d'un conseil en investissements participatifs aux Utilisateurs en vue de la souscription à des Offres d'obligations ou de minibons ;
- dans le cadre de l'activité d'intermédiation en financements participatifs, la mise en relation des Porteurs de Projet et des Utilisateurs en vue du financement des Projets de Crédits ou de Dons;
- la Collecte des Contributions des Soutiens et des Prêteurs dans le cadre des Offres d'obligations ou de minibons au profit des Porteurs de Projet.

6.3 – Fonctionnement du service d'intermédiation.

Les modalités de référencement et de classement des Projets sont détaillées dans la rubrique Centre d'Aide, onglet « Comment sont sélectionnés les Projets ? » du Site.

Sur le Site, les Projets sont présentés par ordre chronologique, en fonction de la date de début de la Collecte.

6.4 - Sélection des Projets présents sur le site dans le cadre de l'activité d'intermédiation en financement participatif

Le Porteur de Projet est informé que le Crédit ou le Don s'inscrit dans le cadre des dispositions légales et réglementaires relatives aux intermédiaires au financement participatif, et notamment des articles L. 548-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La Société, avant toute présentation du Projet de Crédit ou de Don sur son Site, procède, conformément aux articles L. 548-6 et R. 548-5 du Code monétaire et financier, à un audit du Projet et des capacités du Porteur de Projet à le mener à son terme.

Pour ce faire, la Société pourra requérir du Porteur de Projet un ensemble de documents lui permettant de se faire un avis éclairé. Une liste des documents nécessairement demandés est transmise au Porteur de Projet, étant précisé que la Société pourra en outre solliciter tous documents et informations qu'elle estimera nécessaire pour son audit.

Le Porteur de Projet s'engage à communiquer l'ensemble des informations demandées, et déclare que les informations et documents remis à la Société dans le cadre de l'audit sont sincères, et reflètent de manière exacte sa situation. Toute information fournie par le Porteur de Projet erronée ou susceptible d'induire l'intermédiaire en financement participatif en erreur engage la responsabilité du Porteur de Projet.

A réception de l'ensemble des documents, la Société procède à l'analyse du Projet, et décide de le présenter ou non sur son Site.

Les principaux critères de sélection des projets sont les suivants :

- la cohérence du projet avec les secteurs d'activité soutenus par la Société (agriculture, agroalimentaire, alimentation et énergies renouvelables agricoles) ;

- la viabilité technique du projet ;
- la viabilité économique du Projet, solidité financière et solvabilité du porteur de projet ;
- la faisabilité de la Collecte au regard des procédures KYC.

Sur la base de ces critères, la Société analyse les informations transmises et s'assure de leur cohérence.

A l'issue de cette analyse, la Société procède à une évaluation du Projet selon ses procédures internes.

Si elle décide que le Projet peut être présenté sur son Site sous la forme d'un Crédit, la Société adresse au Porteur de Projet, à l'adresse de courrier électronique communiquée par ce dernier, une Offre de Financement Participatif.

Si le projet présenté ne répond pas aux critères de sélection décrits à l'article 6.4.2, la Société en informe le porteur de projet. La décision de la Société de ne pas présenter le Projet sur le Site n'a pas à être motivée et n'est pas susceptible de recours. En cas de refus du Projet, aucun frais n'est facturé au Porteur de Projet.

6.5. Gestion extinctive

Conformément à l'article R. 548-9 du Code monétaire et financier, MiiMOSA a conclu avec le Partenaire Bancaire un contrat de gestion extinctive de ses activités, pour l'hypothèse où elle ne serait plus en mesure de les exercer.

7 – RÉMUNÉRATION DE MiiMOSA

La rémunération de MiiMOSA est supportée par le Porteur de Projet, conformément au Contrat de prestation ; aucun frais n'est facturé par MiiMOSA aux Investisseurs.

7.1 Les Frais de Dossier sont facturés par MiiMOSA au Porteur de Projet. Ils rémunèrent le travail accompli par MiiMOSA au titre de l'Audit et des études liées à la structuration de la Collecte.

Ces Frais de Dossier sont dus par le Porteur de Projet lors de la signature de l'Offre de Financement Participatif.

Ils sont définitivement acquis à MiiMOSA, quel que soit le résultat de la Collecte.

7.2 Des Frais de Service sont facturés par MiiMOSA au Porteur de Projet. Ils rémunèrent le travail accompli par MiiMOSA au titre du suivi de la Collecte.

Ces Frais de Service sont dus en cas de Collecte Réussie et peuvent atteindre :

- 8% HT du montant collecté en Dons et
- 4% HT en Crédits, Minibons et Obligations Simples

Ces Frais de Service sont prélevés par MiiMOSA sur le compte du Porteur de Projet auprès du Partenaire Bancaire, avant que les fonds collectés soient versés au Porteur de Projet. Le Porteur de Projet autorise ce prélèvement.

7.3 Les Frais de Gestion sont facturés par MiiMOSA au Porteur de Projet à chaque Échéance et sont égaux à un pourcentage hors taxes du montant de capital (ou du nominal) restant dû de chaque Échéance de paiement mentionnée dans le tableau d'amortissement. Cette somme est prélevée à chaque Échéance pour un montant fixe lissé sur toute la durée du Crédit. Ce montant peut atteindre 1% annuel par tranche de capital restant dû.

Les Frais de Gestion rémunèrent le travail accompli par MiiMOSA au titre de la gestion des remboursements et du suivi du Contrat d'Émission ou du Contrat de Crédit auprès des Investisseurs.

8- PAIEMENTS EFFECTUÉS VIA LE SITE

8.1. En sa qualité de conseiller en investissements participatifs, la Société ne peut recevoir d'autres fonds que ceux destinés à rémunérer son activité. La Société utilise les solutions de paiement sécurisées sur Internet « Mangopay » aux fins de sécuriser et gérer tout paiement de Contributions effectuées par l'intermédiaire du Site. Une fois inscrit et après avoir expressément accepté les présentes CGU, l'Utilisateur se verra automatiquement attribuer un portefeuille électronique.

Cette solution de paiement, la gestion des Contributions, la remise des fonds aux Porteurs de projets en cas de financement du Projet, ainsi que le paiement des échéances sont assurées par le système Mangopay développé par la société Leetchi Corp. dont les conditions particulières d'utilisation sont accessibles en cliquant sur [ce lien](#). En acceptant les CGU, l'Utilisateur reconnaît expressément avoir pris connaissance des conditions particulières d'utilisation du système Mangopay et les accepte.

8.2 – Droit de rétractation.

L'Investisseur bénéficie d'un droit de rétractation exerçable pendant une durée de quatorze (14) Jours Ouvrés suivant le jour au cours duquel il libère sa Contribution sur le Site, sans avoir à justifier de motif ni supporter de pénalité. Afin d'exercer son droit de rétraction, l'Utilisateur doit adresser un email à l'adresse suivante investisseurs@miimosa.com (en cas d'Offre d'obligations ou de minbons) ou bonjour@miimosa.com (en cas de Don ou de Crédit) en indiquant expressément qu'il souhaite se rétracter. La Société confirmera par email la rétractation et le remboursement de la Contribution à l'Utilisateur. L'exercice du droit de rétractation emporte résolution de plein droit du Contrat de Prestation.

9 – DONNÉES PERSONNELLES

9.1 - La Société protège les données personnelles et la vie privée des Utilisateurs, Soutiens et Prêteurs et se conforme à l'ensemble de la réglementation, et notamment le Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 (le « Règlement Général pour la Protection des Données »), et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Ainsi, le Site a été déclaré auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés sous le numéro d'enregistrement 1801596 v 0.

9.2 - Dans le cadre de la création du Profil Utilisateur, il est demandé de renseigner un certain nombre de données personnelles. La Société peut également demander aux Utilisateurs des informations complémentaires lors d'opérations spécifiques telles que des jeux, enquêtes ou offres promotionnelles.

9.3 - La collecte des informations personnelles lors de l'inscription de l'Utilisateur a pour finalité de permettre l'accès aux Services disponibles sur le Site.

9.4 - La Société et le cas échéant, les organismes techniques intervenant dans la mise en œuvre des Services proposés sur le Site (tels que, le Partenaire Bancaire) sont seuls destinataires des informations nominatives collectées, la Société ne procédant pas à la commercialisation de ces données.

9.5 - Par exception à ce qui précède :

- l'Utilisateur accepte et autorise la Société à transmettre aux Porteurs de Projets les informations nominatives (sauf informations relatives aux paiements par l'intermédiation du Site dont la sécurité est préservée conformément aux CGU), de façon ponctuelle et en tant que de besoin, notamment pour permettre aux Porteurs de Projets de recevoir les contributions des Utilisateurs et de pouvoir leur faire parvenir directement toute information et reçu fiscal disponibles ;
- la Société peut être amenée à divulguer des données personnelles lorsqu'elles sont nécessaires à l'identification, à l'interpellation ou à la poursuite en justice de tout individu susceptible de porter préjudice ou atteinte (intentionnellement ou non) aux droits ou à la propriété de la Société, à d'autres Utilisateurs, à des Porteurs de Projet ou à toute autre personne risquant d'être pénalisée par de telles activités ;
- la Société se réserve également le droit de communiquer les données personnelles dans l'hypothèse où elle serait requise de le faire par une autorité étatique, notamment judiciaire ou administrative, ou en application de la loi. Elle se réserve également de les communiquer, si besoin, pour assurer sa défense dans le cadre d'une procédure judiciaire ;
- l'Utilisateur accepte que ses données personnelles puissent être transmises à et exploitées par d'autres sociétés du groupe auquel appartient la Société, dans le cadre de leurs activités d'intermédiaire en financement participatif ou de conseiller en investissements participatifs.

9.6 - Aucune des informations transmises par l'Utilisateur lors de la création de son Profil, hormis son nom d'utilisateur, n'est visible par d'autres Utilisateurs. Celles-ci sont protégées par un nom d'utilisateur et un mot de passe de façon à ce que seul l'Utilisateur ait accès à ses informations personnelles.

9.7 - La Société ne demandera jamais à l'Utilisateur son mot de passe via un appel téléphonique ou un e-mail non sollicité. L'Utilisateur ne devra en outre pas oublier de se déconnecter de son Profil ni de fermer la fenêtre de son navigateur à l'issue de la session de travail. Il évitera ainsi que d'autres Utilisateurs n'accèdent à ses informations personnelles en cas de partage d'ordinateur avec une autre personne, ou travail dans un lieu public tel une bibliothèque ou un cybercafé.

9.8 - La Société s'engage à faire ses meilleurs efforts afin de mettre en œuvre des mesures techniques et d'organisation appropriées pour protéger les données à caractère personnel.

9.9 - Les sites Internet qui ont des liens hypertextes sur le Site peuvent recueillir des informations personnelles concernant les Utilisateurs. Les pratiques de ces sites en matière d'informations ne sont pas couvertes par les présentes CGU. Sur ces sites, la Société n'a aucun contrôle et n'assume aucune responsabilité quant à leur contenu.

9.10 - Pendant la vie du Projet ainsi qu'après sa réalisation, le Porteur de Projet donne l'autorisation à la Société de faire une exploitation du Projet (et donc de reproduire certaines données personnelles permettant l'identification du Porteur de Projet) à des fins d'illustration

et de promotion de son activité. Ainsi, le Porteur de Projets concède à la Société à titre exclusif et gracieux, pour le monde entier et pour toute la durée des présentes, les droits tels que précisés ci-dessous, afin de permettre à la Société de fournir le Service sous forme de diffusion sur Internet, sur les réseaux de téléphonie mobile et/ou sur tout autre réseau actuel de communication ouvert au public.

Le Porteur de Projet accepte également expressément que les contenus et informations fournis soient exploités sur le Site avec la présence de marques ou logos des partenaires de la Société ou sur des Sites de partenaires.

9.11 - L'exploitation éventuelle des données personnelles de l'Utilisateur par le Site ne pourra en aucun cas donner lieu à une quelconque rémunération, droit ou avantage au profit de l'Utilisateur sauf mention contraire.

9.12 - Droit des Utilisateurs et Porteurs de projet quant à leurs données personnelles.

En application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiées par la loi n° 2007-801 du 6 août 2004, chaque Utilisateur dispose sur les données personnelles le concernant des droits d'accès, de rectification et d'opposition. L'Utilisateur peut donc exiger que soient rectifiées, complétées, clarifiées, mises à jour ou effacées les informations le concernant qui seraient inexactes, incomplètes, équivoques ou périmées.

Pour exercer ses droits de modification à tout moment, chaque Utilisateur doit se rendre, avec son identifiant et son mot de passe, dans son Profil sur le Site.

Droit d'accès. La Société traite les demandes d'accès et fournit à la personne qui en fait la demande les finalités du traitement; les catégories de données à caractère personnel concernées; les destinataires ou catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées ; lorsque cela est possible, la durée de conservation des données à caractère personnel envisagée ou, lorsque ce n'est pas possible, les critères utilisés pour déterminer cette durée; l'existence du droit de demander au responsable du traitement la rectification ou l'effacement de données à caractère personnel, ou une limitation du traitement des données à caractère personnel relatives à la personne concernée, ou du droit de s'opposer à ce traitement; le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle; lorsque les données à caractère personnel ne sont pas collectées auprès de la personne concernée, toute information disponible quant à leur source; l'existence d'une prise de décision automatisée, y compris un profilage et des informations utiles concernant la logique sous-jacente, ainsi que l'importance et les conséquences prévues de ce traitement pour la personne concernée.

Est fournie à la personne concernée une copie des données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement.

La Société demande le paiement de frais raisonnables basés sur les coûts administratifs pour toute copie supplémentaire demandée par la personne concernée.

Droit de rectification. La Société met régulièrement à jour les données à caractère personnel des Soutiens et Prêteurs. Sur exercice de son droit de rectification par la personne concernée, la Société rectifie, dans les meilleurs délais, les données à caractère personnel inexactes. Sur fourniture d'une déclaration complémentaire, la Société complète les données à caractère personnel incomplètes. La Société informe la personne concernée de ce que son droit de rectification ou de complément s'applique sans préjudice de son obligation de fournir uniquement des informations exactes et complètes à la Société, et que la Société ne peut être tenue responsable des conséquences éventuelles de la fourniture d'informations

inexactes par l'Investisseur, notamment dans ses réponses aux questionnaire financier et dans les bulletins de souscription signés.

Droit à l'effacement. La Société traite, dans les meilleurs délais, les demandes d'effacement. Elle accepte notamment ces demandes lorsque les données à caractère personnel ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées. Elle informe la personne concernée qu'elle ne peut accepter sa demande, au regard des finalités du traitement, lorsque le contrat de conseil en investissements participatif est encore en vigueur, ou lorsque la durée de 5 ans pendant laquelle la Société est légalement tenue de conserver les données à caractère personnel des Soutiens n'est pas expirée.

Droit à la limitation du traitement. La Société s'assure que la limitation du traitement des données à caractère personnel est mise en œuvre lorsque : l'exactitude des données à caractère personnel est contestée par la personne concernée, pendant une durée permettant au responsable du traitement de vérifier l'exactitude des données à caractère personnel ; le traitement est illicite et la personne concernée s'oppose à leur effacement et exige à la place la limitation de leur utilisation; le responsable du traitement n'a plus besoin des données à caractère personnel aux fins du traitement mais celles-ci sont encore nécessaires à la personne concernée pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice; la personne concernée s'est opposée au traitement pendant la vérification portant sur le point de savoir si les motifs légitimes poursuivis par le responsable du traitement prévalent sur ceux de la personne concernée.

En cas de limitation de traitement, la Société s'assure que les données à caractère personnel ne sont, à l'exception de la conservation, traitées qu'avec le consentement de la personne concernée, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice, ou pour la protection des droits d'une autre personne physique ou morale, ou encore pour des motifs importants d'intérêt public de l'Union ou d'un État membre.

La Société informe la personne concernée avant que la limitation du traitement ne soit levée.

Portabilité des données. La Société s'assure que les données à caractère personnel relatives à un investisseur sont conservées sur un support durable. La Société conserve notamment une copie des réponses fournies au questionnaire financier, et des bulletins de souscription signés par un Investisseur. Ces données sont fournies à la personne concernée sur simple demande de celle-ci.

En cas de cessation de son activité par la Société, celle-ci fait ses meilleurs efforts, sur demande de la personne concernée, pour que les données à caractère personnel soient directement transmises aux personnes assurant la reprise de l'activité de la Société.

Droit d'opposition. Lorsque la Société reçoit une demande d'opposition au traitement de ses données par un Investisseur, elle l'informe qu'elle ne peut y donner suite, les données traitées l'étant en vue de permettre l'exécution d'un contrat et du fait d'obligations légales et réglementaires.

Lorsque la Société reçoit une demande d'opposition au traitement de ses données par un Utilisateur dont les données sont traitées à des fins de prospection, il s'assure que ces données ne soient plus traitées à ces fins.

L'Utilisateur, ou l'Investisseur peut exercer son droit de rectification ou de complément dans son Profil sur le Site ; les autres droits sont exercés par une demande à l'adresse investisseurs@miimosa.com ou à l'adresse suivante : 95 avenue du Président Wilson, CS 5003, 93108 Montreuil Cedex.

9.13 - Un "cookie" est un bloc de données envoyé à un navigateur par un serveur web et stocké sur le disque dur de l'ordinateur. Un ou plusieurs "cookies" peuvent être placés de manière anonyme par la Société sur le disque dur de l'ordinateur. Ces cookies ne comportent aucune information à caractère privé, ou qui puisse permettre d'identifier le Visiteur. Ils permettent à la Société d'améliorer en permanence le Service proposé sur le Site dans l'accès aux contenus, de reconnaître le Visiteur lorsqu'il se connecte au Site, de faciliter la gestion du Site, et ils peuvent être utilisés à des fins statistiques (pages consultées, date et heure des consultations, etc.). Le Visiteur est informé qu'il peut s'opposer à leur mise en place en suivant la procédure indiquée sur son navigateur. Néanmoins, l'utilisation du Site pourrait dans ce cas se révéler altérée, voire impossible.

9.14- La Société tient un registre des activités de traitements effectués sous sa responsabilité. Ce registre comprend : le nom et les coordonnées du responsable du traitement ; les finalités du traitement; une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel; les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales; le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale ; dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données; dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

9.15- L'Utilisateur, ou l'Investisseur peut, en cas de difficultés l'opposant à la Société concernant le présent article, introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), sur son site internet : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>, ou par courrier postal en écrivant à : CNIL, 3 Place de Fontenoy, TSA 80715, 75334 PARIS CEDEX 07.

10 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

10.1 - MiiMOSA est une marque déposée par la Société auprès de l'Institut National pour la Propriété Intellectuelle sous les numéros 4117056 et 1325633. Elle ne peut être reproduite ou imitée de quelque manière que ce soit sans l'accord préalable et écrit de la Société.

10.2 - Les contenus publiés par l'Utilisateur ou le Porteur de Projet, ou par la Société à la demande ou sur indication de l'Utilisateur ou du Porteur de Projet, sont publiés sous l'entière responsabilité de l'Utilisateur ou du Porteur de Projet. Ainsi, l'Utilisateur ou le Porteur de Projet s'engage à ne pas transmettre de contenus constituant une violation des Droits de Propriété Intellectuelle, une atteinte aux personnes (notamment diffamation, insultes, injures, etc.), au respect de la vie privée, une atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs (notamment, apologie des crimes contre l'humanité, incitation à la haine raciale, pornographie infantine, etc.). La transmission desdits contenus est rigoureusement interdite. En cas d'atteinte aux lois en vigueur, aux bonnes mœurs, aux conditions présentes d'utilisation ou pour toute autre raison librement interprétée, la Société se réserve le droit d'exclure pour une durée limitée ou de façon définitive les Utilisateurs ou Porteurs de Projet qui se seront rendus coupables de telles infraction.

10.3 - En conséquence du présent article, l'Utilisateur ou le Porteur de Projet s'engage à garantir et tenir indemne la Société contre toute réclamation, plainte, procédure judiciaire ou

autre menée par un tiers en cas de violation d'un Droit de Propriété Intellectuelle dans le cadre de l'utilisation du Site.

10.4 - Le Porteur de Projet consent à la Société, afin de présenter le Projet sur le Site et/ou dans le cadre de communications réalisées auprès des Utilisateurs (notamment dans le cadre du suivi des Projets), un droit de reproduction des Droits de Propriété Intellectuelle (notamment de sa marque, de son logo, etc.) en lien avec le Projet.

11 – FISCALITÉ

11.1 – Les Visiteurs, Utilisateurs ou Porteurs de Projet reconnaissent que la Société ne fournit aucune prestation de conseil fiscal, ni aucune assistance fiscale de quelque nature que ce soit et qu'il leur appartient de remplir leurs obligations déclaratives et d'analyser, si besoin avec l'assistance du conseil de leur choix, le traitement fiscal de leur situation. Les Visiteurs, Utilisateurs et Porteurs de Projet renoncent expressément à toute action à l'encontre de la Société ayant pour cause une conséquence fiscale liée à une Collecte.

Il appartient à chaque Utilisateur de vérifier son éligibilité à bénéficier de déductions d'impôt sur tout ou partie des Contributions effectuées par l'intermédiation du Site, conformément aux dispositions de la loi en vigueur.

11.2 - Il appartient à chaque Visiteur, Utilisateur ou Porteur de Projet de s'acquitter de toute taxe applicable ou impôt associé, que ce soit sur les Contributions collectées par l'intermédiation du Site en tant que Porteur de Projet, ou sur les Contributions apportées par les Utilisateurs en tant que soutien au Projet.

11.3 – A cet effet, la Société fournit une information loyale, claire et transparente sur les obligations fiscales et sociales qui incombent aux Soutiens. La Société met à leur disposition un lien électronique vers les sites des administrations permettant de se conformer à ces obligations.

Les Porteurs de Projets sont chargés d'établir et de transmettre directement aux Utilisateurs des Projets qu'ils présentent les reçus fiscaux éventuels attestant de la Contribution des Utilisateurs par l'intermédiation du Site.

Toute réclamation relative à la production desdits reçus fiscaux et aux informations y figurant devra être adressée directement par l'Utilisateur au Porteur de Projet.

A l'occasion de chaque transaction, l'entreprise communique au Soutien, lorsque celui-ci a vocation à percevoir des Intérêts, les informations relatives aux régimes fiscaux et à la réglementation sociale applicables à ces sommes, aux obligations déclaratives et de paiement qui en résultent auprès de l'administration fiscale ainsi qu'aux sanctions encourues en cas de manquement à ces obligations

La Société adresse aux Soutiens, en janvier de chaque année, un document récapitulatif du montant brut des transactions dont elle a connaissance et qu'ils ont perçu, par son intermédiaire, au cours de l'année précédente.

11.4 – Tout Utilisateur souhaitant participer à une Collecte revêtant la forme d'une Offre d'Obligations, de Minibons, ou d'un Crédit est informé que le taux d'intérêt affiché sur le Site est un taux nominal, qui ne prend donc pas en considération l'impact de la fiscalité ni des prélèvements sociaux. Tout Utilisateur est par ailleurs informé que les Intérêts qu'il doit percevoir dans le cadre de l'Émission pourront faire l'objet de prélèvements et/ou retenues à la source, selon le régime fiscal et social applicable. Le régime fiscal et social pouvant être

modifié à tout moment, la Société ne prend aucun engagement ni n'encourt aucune responsabilité à ce titre auprès de l'Utilisateur ou du Porteur de Projet.

11.5 – Lorsqu'elle est en est légalement tenue, la Société adresse annuellement à l'administration fiscale, une déclaration mentionnant notamment, pour chacun des Utilisateurs présumés redevables de l'impôt en France, , les éléments d'identification de l'Utilisateur, son statut de particulier ou de professionnel , le nombre et le montant total brut des transactions réalisées par l'utilisateur au cours de l'année civile précédente ; les coordonnées du compte bancaire sur lequel les revenus sont versés, ainsi que la catégorie à laquelle se rattachent les revenus bruts perçus. Une copie de cette déclaration est adressée par voie électronique à l'Utilisateur.

12 – AVERTISSEMENT SUR LES RISQUES

12.1 - La Société met en garde les Utilisateurs sur les risques liés au financement participatif.

Risques liés aux Offres d'obligations et de minibons. L'investissement dans des sociétés non cotées comporte des risques spécifiques :

- risque de perte totale ou partielle du capital investi, en cas de défaillance du Porteur de Projet ;
- risque d'illiquidité : la revente des titres n'est pas garantie, elle peut être incertaine, partielle, voire impossible.

Risques liés aux prêts. L'octroi d'un crédit comporte des risques spécifiques :

- risque d'une perte totale ou partielle du capital prêté, en cas de défaillance du Porteur de Projet
- risques d'endettement excessif : la décision de contracter un Crédit est engageante, et les Échéances doivent être respectées par le Porteur de Projet.

12.2 - Le remboursement de la valeur nominale des titres par le Porteur de Projet, et le paiement des Intérêts par ce dernier, ne font pas l'objet de garanties ou d'assurances de la part de la Société, sauf condition contraire prévue dans le Contrat de Crédit ou dans le Contrat d'Émission.

13 – LIMITATION DE RESPONSABILITÉ DE LA SOCIÉTÉ

13.1 – Pour l'ensemble de ses obligations, la Société n'est tenue qu'à une obligation de moyens.

13.2 – La Société s'entoure des plus grandes précautions s'agissant du contenu. Pour autant, la Société ne garantit pas un contenu sans erreur et exhaustif du Site, ni la mise à jour de ce contenu, et décline expressément toute responsabilité à ce titre. Par ailleurs, la Société peut modifier sans préavis le contenu du Site et demande par conséquent aux Utilisateurs de s'y reporter régulièrement.

13.3 – La Société n'est pas responsable de la sécurité et la confidentialité des données échangées, le cas échéant, dans le cadre de l'utilisation du Site.

13.4 - La responsabilité de la Société ne pourra être engagée, sauf faute lourde ou dol, pour tout acte ou omission, inexécution, exécution partielle ou retard dans l'exécution de ses obligations en relation avec le dommage ou la perte subi directement ou indirectement par l'Utilisateur ou le Porteur de Projet du fait d'un acte ou d'une omission d'un autre Utilisateur, d'un Porteur de Projet ou de toute autre personne liée à ce dernier.

13.5 - La Société ne pourra pas être tenue responsable envers un Utilisateur ou envers tout tiers d'une éventuelle dégradation, suspension ou interruption des Services imputable à la Force Majeure, au fait d'un Utilisateur ou d'un tiers, ainsi qu'aux aléas inévitables pouvant découler de la technique et de la complexité de la mise en œuvre des Services. La Société ne saurait être tenue responsable d'erreurs, d'omissions, de virus ou des résultats qui pourraient être obtenus ou être la conséquence d'un mauvais usage du Site. Par ailleurs, la Société ne saurait être tenue responsable des problèmes et incidents techniques pouvant survenir et entraîner un risque de perte de données.

13.6 - La Société peut interrompre l'accès au Site, notamment pour des raisons de maintenance et de mise à niveau, ou pour toute autre raison. La Société ne saurait en aucun cas être tenue responsable de ces interruptions et des conséquences qui peuvent en découler pour les Utilisateurs, Porteurs de Projets, ou tous tiers.

13.7 - La Société n'est pas responsable, et ne peut être tenue d'aucune indemnité à l'égard du Porteur de Projet, en cas de refus de proposer le Projet aux Utilisateurs sur son Site, en cas d'Échec de la Collecte, en cas de difficulté survenant au cours de l'Émission ou de son suivi, en cas de défaillance du Partenaire Bancaire.

13.8 - La Société n'est pas responsable, et ne peut être tenu d'aucune indemnité à l'égard de l'Utilisateur, en cas de modification ou d'annulation du Projet, en cas d'Échec de la Collecte, ou en cas d'incident de paiement survenant pendant la durée de maturité des Titres souscrits par le Soutien.

Dans le cadre de son activité de conseil en investissements participatifs, la Société, qui conseille un investissement à la date de réalisation de celui-ci, ne peut pas plus être tenue pour responsable d'une procédure de prévention ou de traitement des difficultés des entreprises du Livre VI du Code de commerce qui surviendrait pendant la durée de maturité des titres souscrits, quel que soit son impact sur le respect par le Porteur de projet des obligations de la documentation d'émission vis-à-vis des Utilisateurs.

Dans le cadre de son activité d'intermédiation en financement participatif, la Société ne saurait en aucune manière être tenue responsable des conséquences d'une Contribution, ou d'une défaillance d'un Porteur de Projet dans le cadre d'un Contrat de Crédit, la Société ne se portant pas garante du respect du Contrat de Crédit (et notamment du paiement des Échéances) par le Porteur de Projet. Il appartient à tout Utilisateur de faire sa propre analyse de ses facultés contributives, de la situation financière du Porteur de Projet, et de l'opportunité ou non de participer à une Collecte, au regard des données transmises par la Société, et de l'analyse du projet présentée sur le Site au regard des critères de sélection des Projets. Par ailleurs, la Société ne donne aucune recommandation ni ne fournit aucun avis sur les conséquences fiscales d'une Collecte pour les Utilisateurs et les Porteurs de Projets. Il conviendra que chaque Utilisateur se renseigne sur ses obligations fiscales découlant de sa participation à une Collecte.

La Société n'assure pas le suivi de l'envoi des Contreparties par le Porteur de Projet. En conséquence, la Société ne pourra voir sa responsabilité engagée à défaut de réception par un Investisseur d'une ou de plusieurs Contreparties.

13.9 - La Société n'est pas obligée par les CGU de faire ou de s'abstenir de faire quoi que ce soit qui violerait, ou qui selon son opinion raisonnable la contraindrait à violer, une loi ou une réglementation, ou un devoir de confidentialité.

13.10 - La Société ne peut en aucun cas être tenue responsable d'un quelconque dommage, que ce soit au titre d'une responsabilité contractuelle, quasi-délictuelle ou à tout autre titre, en raison de toute action commise ou tout fait survenu après la date d'expiration ou de résiliation des CGU.

13.11 - Dans les limites prévues par la loi, la responsabilité de la Société à l'égard de tout Visiteur, Utilisateur en cas d'inexécution, totale ou partielle, ou de retard dans l'exécution de ses obligations, quel que soit le fondement et la forme de l'action est à tout moment limitée à la somme de mille (1000) euros pour l'ensemble de la durée d'exécution des présentes. Par exception à ce qui précède, la responsabilité de la Société à l'égard de tout Porteur de projet est limitée aux sommes perçues par celle-ci au titre des services fournis, telles que définies dans le Contrat de prestation.

14 – RÉCLAMATIONS ET LITIGES

En cas de litige, vous pouvez adresser une réclamation écrite à notre Service Client, par e-mail : investisseurs@miimosa.com, pour les Crédits et les Dons, bonjour@miimosa.com, pour les Offres d'obligations et de minibons.

ou par courrier adressé à l'adresse suivante : Groupe MiiMOSA, 95 avenue du Président Wilson, CS 5003, 93108 Montreuil Cedex.

Si la réponse apportée par Groupe MiiMOSA à votre réclamation ne vous satisfaisait pas, vous pouvez également, en cas de litige relatif à une offre d'Obligations ou de Minibons, vous adresser au Médiateur de l'Autorité des marchés financiers en remplissant un formulaire sur le site de l'AMF : www.amf-france.org/Le-mediateur-de-l-AMF/Presentation.html

Vous pouvez aussi contacter le médiateur par courrier :
Autorité des marchés financiers.

La médiation
17, place de la Bourse
75082 Paris Cedex 02

ou par téléphone : (+33) 01.53.45.60.00

Si vous n'êtes pas satisfait de la réponse apportée par notre service ou en cas d'absence de réponse dans les 2 mois, en cas de litige relatif à un Crédit ou à un Don, vous pouvez saisir le médiateur à la consommation choisi par l'association Financement Participatif France dont notre plateforme est membre de MCP MEDIATION

En effet, conformément aux dispositions des articles L 611-1 et R 612-1 et suivants du Code de la Consommation concernant le règlement amiable des litiges : Lorsque le consommateur a adressé une réclamation écrite au professionnel et qu'il n'a pas obtenu satisfaction ou de réponse dans un délai de deux mois, il peut soumettre gratuitement sa

réclamation au médiateur de la consommation. Le médiateur doit être saisi dans le délai maximal d'un an à compter de la réclamation initiale.

Le médiateur MCP MEDIATION peut être saisi directement en ligne à l'adresse suivante : www.mcmediation.org

ou par courrier MÉDIATION DE LA CONSOMMATION & PATRIMOINE - 12 Square Desnouettes - 75015 PARIS

A défaut de solution amiable entre les Parties, tout litige se rapportant aux présentes CGU ou à tout document ou engagement y afférent sera soumis, à la compétence exclusive des juridictions du ressort de la Cour d'appel de Paris.

15 – RECOUVREMENT PAR MiiMOSA DES CRÉANCES DES INVESTISSEURS

15.1 En cas d'impayé. MiiMOSA peut, pour le recouvrement de toute créance, mandater le Cabinet Arc, société par actions simplifiée au capital de 223.000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 350 300 117 dont le siège social est situé 102/104 Avenue Edouard Vaillant – 92100 Boulogne-Billancourt, ou toute société ou prestataire de recouvrement de son choix. MiiMOSA ou son mandataire pourra effectuer toute relance amiable aux fins de régulariser l'impayé et, via son réseau d'huissiers et d'avocats, coordonner les actions judiciaires et autres mesures d'exécution aux fins de recouvrer les sommes dues. Les Utilisateurs consentent à cet effet expressément mandat à la Société et au Cabinet Arc ou toute société ou prestataire de recouvrement de son choix.

15.2 En cas de procédure collective à l'encontre du Porteur de projet. En cas d'ouverture d'une procédure collective (sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire) à l'encontre du Porteur de projet, les Investisseurs donnent mandat à MiiMOSA, ou à tout conseil du choix de celle-ci, pour déclarer leurs créances auprès des organes de la procédure, et prendre toutes mesures que MiiMOSA estimerait utiles en vue du recouvrement de leurs créances.

16 – STIPULATIONS DIVERSES

16.1 – Droit applicable. Les présentes CGU sont soumises pour leur validité, leur interprétation et leur exécution au droit français.

16.2 – Nullité d'une stipulation. Si une ou plusieurs stipulations de la présente convention sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. La nullité, la caducité, l'absence de force obligatoire ou l'inopposabilité de l'une quelconque des stipulations des présentes CGU n'emporte pas la nullité, la caducité, l'absence de force obligatoire ou l'inopposabilité des autres stipulations qui conserveront tous leurs effets. Les parties conviennent alors de remplacer la clause déclarée nulle et invalide par une clause qui se rapprochera le plus quant à son contenu de la clause initialement arrêtée, de manière notamment à maintenir l'équilibre du contrat.

16.3 – Intégralité. Sauf stipulation contraire, les CGU contiennent de façon complète et exclusive l'ensemble des termes applicables à l'objet des CGU et annulent et remplacent

toutes négociations, communications, déclarations et engagements antérieurs, qu'ils soient oraux ou écrits, entre les Parties quant à l'objet des CGU.

16.4 – Renvois et références. Sauf stipulation expresse contraire ou si le contexte impose un sens différent (i) les renvois dans les CGU au préambule et aux articles s'entendent, à moins qu'il n'en soit spécifié autrement, aux renvois au préambule et aux articles des CGU, (ii) les mots comportant le pluriel doivent inclure le singulier et vice versa, (iii) la référence à une personne emporte référence implicite aux cessionnaires de son fonds de commerce et à ses successeurs, héritiers ou ayants-droit éventuels, (iv) la référence à une disposition légale inclut, le cas échéant, tout amendement ou toute nouvelle promulgation de cette disposition ainsi que tout instrument légal, réglementaire ou ordonnance relatif à cette disposition ou à sa nouvelle promulgation, (v) la référence à un document vise ce document tel qu'il peut être modifié, remplacé par voie de novation ou complété.

16.5 – Articulation des documents contractuels.

Dans le cadre de l'activité de conseil en investissements participatifs, si une contradiction devait être relevée entre le Contrat de Prestation CIP, le Contrat d'émission et les CGU, les Parties conviennent que prévaudraient, dans l'ordre : le contrat d'Émission, le Contrat de Prestation, les CGU.

Dans le cadre de l'activité d'intermédiation en financement participatif, si une contradiction devait être relevée entre le Contrat de Crédit, le Contrat de Prestation et les CGU, les Parties conviennent que prévaudra, dans l'ordre : le Contrat de Crédit, le Contrat de Prestation, et les CGU.

16.6 – Indépendance. L'Utilisateur utilise le Site et les Services proposés sur le Site de manière totalement indépendante et son inscription sur le Site et la collecte des Contributions ne sont constitutives, vis-à-vis de la Société, d'aucune relation de subordination, d'agence, de société de fait ou en participation ou de représentation.

16.7 – Notifications. Toute notification, demande ou communication faite en exécution des Conditions Générales, doit être faite par un document écrit adressé, par tous moyens, à la Partie concernée.

Toute notification, demande ou communication devant être faite et tout document devant être délivré, par une Partie à une autre Partie en exécution des présentes, s'effectuera conformément aux indications figurant ci-après : Concernant la Société, à l'attention de : Florian BRETON, Président-Directeur Général du Groupe MiiMOSA, Société par Actions Simplifiée au capital de 18.104 Euros, immatriculée au RCS de Bobigny sous le numéro 803 980 218 et dont le siège social se situe 95 avenue du Président Wilson, CS 5003, 93108 Montreuil Cedex adresse email:

- investisseurs@miimosa.com : pour une notification, demande ou communication relative à une Offre d'obligations ou de minibons ;
- bonjour@miimosa.com : pour une notification, demande ou communication relative à un Crédit ou à un Don.

Concernant les Utilisateurs : à l'adresse postale ou adresse électronique indiquées par l'Utilisateur sur son Profil.

Les notifications sont réputées effectuées (i) pour les lettres recommandées avec accusé de réception : à la date de première présentation de la lettre recommandée par les services postaux, la date mentionnée sur le récépissé faisant foi de la date, (ii) pour les documents remis en mains propres : à la date mentionnée sur le reçu signé par le destinataire ou l'un

quelconque de ses salariés ou préposés, ou (iii) pour les documents adressés par voie de communication électronique : à la date mentionnée sur le message d'envoi à la condition d'avoir été réceptionnée sous forme lisible.

16-8 – Convention de preuve

L'enregistrement électronique fait preuve entre les parties. L'acceptation par clic (pour les Contributions inférieures à 500 euros) ou par signature électronique DocuSign des documents contractuels (pour les Contributions supérieures à 500 euros) prouve l'engagement des Parties.

17 – MENTIONS LÉGALES

Directeur de publication : Monsieur Florian BRETON

Éditeur du Site : Groupe MiiMOSA

Forme sociale : Société par Actions Simplifiée

Capital social : 18 104 Euros RCS de Bobigny 803 980 218

Siège social : 95, avenue du Président Wilson, 93108 Montreuil Cedex

Numéro TVA : FR 67803980218

Immatriculation ORIAS : 17003251

Hébergeur du Site : Digital Ocean Inc., New York - United States of America

Adresse électronique : bonjour@miimosa.com

Numéro de téléphone : 01 42 70 93 20

Mise à jour le 02 mai 2022